



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

JPR/653

**Arrêté du 6 janvier 2023
portant prescriptions complémentaires à la société TYM Logistique,
relative aux modalités de stockage des liquides inflammables pour ses installations
situées sis zone industrielle à HOMBOURG**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.121-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter à la société TYM LOGISTIQUE relative à l'extension d'un entrepôt de stockage de produits dangereux situés en zone industrielle à HOMBOURG ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020 instituant des servitudes d'utilité publique autour du projet d'extension de la société TYM LOGISTIQUE située à HOMBOURG ;

VU le porter à connaissance de la société TYM LOGISTIQUE du 1^{er} juillet 2022 demandant la modification des conditions d'exploitation du stockage de liquides inflammables modifié le 7 novembre 2022 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 25 novembre 2022 ;

Considérant que la demande modifie la répartition du stockage des liquides inflammables au sein de l'entrepôt, que cette répartition est encadrée par l'annexe 2 citée à l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020 susvisé ;

Considérant que le projet ne modifie pas la quantité totale de liquides inflammables autorisée sur site ;

Considérant que les cellules dans lesquelles seront stockées ces liquides inflammables sont déjà équipées de moyen de protection contre l'incendie conforme aux exigences réglementaires en vigueur dont notamment les arrêtés ministériels du 11 avril 2017 et celui du 24 septembre 2020 susvisés ;

Considérant que les cellules dans lesquelles seront stockées ces liquides inflammables sont déjà pourvues de capacité de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie ;

Considérant que la modification de la répartition du stockage de liquides inflammables proposée par TYM Logistique, au sein de son entrepôt de Hombourg, n'augmente pas les zones d'effets thermiques associées à un incendie des cellules concernées et modélisées dans son étude de dangers version 2020 ;

Considérant que la modification sollicitée par la société TYM Logistique n'impacte pas l'arrêté du 9 juin 2020 instituant des servitudes d'utilité publique susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu de corriger les incohérences présentes dans l'annexe 2, point 1.2.1, de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2020, relatives notamment à la rubrique 1436 citée deux fois et au volume autorisé pour la rubrique 4734 (indiqué 17,6 au lieu de 30 tonnes) ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société TYM Logistique, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 20 avenue du Luxembourg – 68110 Illzach, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires définies aux articles ci-dessous pour ses installations situées zone industrielle, 68490 Hombourg.

ARTICLE 2 - Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
arrêté du 9 juin 2020	Annexe 2	remplacée

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Hombourg et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société TYM Logistique.

À Colmar, le 6 janvier 2023

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.